



Cycle de webinaires « *Éco-lieux, avant-garde de la société écologique post-urbaine ?* »

I^{er} temps : Autonomie comme autosubsistance et auto-gestion

12 mars 2026

Intentions du cycle de webinaires :

Ce cycle de webinaires, fruit d'une collaboration entre la **Coopérative Oasis** et le **Mouvement post-urbain**, s'inscrit dans une démarche de recherche critique sur les éco-lieux comme formes contemporaines d'habiter post-urbain. Il s'adresse à un public à la fois engagé et académique : membres et partenaires des éco-lieux, acteurs des ruralités, membres du Mouvement post-urbain, ainsi qu'aux étudiant.e.s et chercheur.euse.s en aménagement, urbanisme, sociologie, géographie, science politique et études rurales.

L'ambition du cycle est d'interroger les éco-lieux comme **objets politiques situés**, traversés par des tensions sociales, territoriales et culturelles.

Trois grandes questions vont structurer l'ensemble des séances :

1/ Dans quelle mesure les éco-lieux participent-ils à une dé-métropolisation des manières d'habiter, en mobilisant (ou non) autonomie, autogestion et autolimitation ?

2/ À l'inverse, dans quels cas contribuent-ils à la reproduction de cultures urbaines, de rapports distanciés à la terre et de formes d'entre-soi social, parfois peu connectées aux mondes ruraux existants ?

3/ Comment ces expériences locales reconfigurent-elles (ou non) les rapports de pouvoir, de coopération et de solidarité à l'échelle des villages et des communautés ?

Intentions du premier webinaire : l'autonomie comme principe structurant :

Ce premier webinaire, tenu le 12 mars de 18h à 20h, était consacré à l'autonomie comme principe structurant des éco-lieux, entendue comme une **capacité collective à autogérer les conditions matérielles de l'existence**

L'objectif de cette séance était d'interroger les écarts entre **autonomie souhaitée** et **autonomie vécue**, en abordant plusieurs dimensions :

- les **formes concrètes d'autosubsistance** (alimentation, énergie, habitat, mobilité) et leur capacité à réduire les dépendances aux systèmes industriels centralisés ;
- les **pratiques d'autogestion** (organisation du travail, prises de décision, mutualisation des ressources) ;
- les formes de limitation ou d'autolimitation.



La discussion était également structurée par deux tensions centrales :

- le risque de **romantisation** d'une autonomie déconnectée des réalités matérielles et territoriales ;
- le risque inverse de **technicisation**, dans lequel l'autonomie serait déléguée à des dispositifs experts.

L'hypothèse principale posée était que l'autonomie ne peut être réduite à une performance technique mais doit être comprise comme **capacité instituante** : celle pour un collectif de choisir ses dépendances à partir d'un territoire, en se détachant des formes de délégation caractéristiques de **l'urbain généralisé**.

Présentation des éco-lieux participants :

Trois expériences ont nourri les échanges, chacune incarnant une manière singulière d'habiter l'autonomie, mais surtout des configurations profondément complémentaires. Cette complémentarité tient à la diversité des territoires (Bretagne intérieure, Sud-Ouest agricole, Cévennes de moyenne montagne), des milieux écologiques (zones humides et bocagères, plaines cultivées, espaces forestiers et méditerranéens) et des niveaux d'exposition aux aléas climatiques (pluviométrie, sécheresses, feux, etc.), mais aussi à la variété des cultures politiques, des savoir-faire mobilisés et des trajectoires collectives.

L'écolieu du Bel Air (Priziac)

Collectif composé de 12 adultes et 4 enfants, installé depuis environ sept ans, le Bel Air repose sur une organisation fondée sur la mutualisation partielle des ressources et une forte attention aux relations interpersonnelles. Des habitats légers et des espaces communs structurent le lieu, et les contributions financières reposent sur un principe de participation libre et consciente, sans proportionnalité stricte aux revenus.

L'autonomie y est d'abord pensée comme **relationnelle et politique** : capacité d'auto-organisation, qualité des liens, solidarité interne. Les dimensions écologiques (potager, alimentation, pratiques matérielles) s'inscrivent dans un second temps, en fonction des capacités et des trajectoires individuelles.

Tera (Lot-et-Garonne)

Initialement éco-lieu, Tera s'est progressivement transformé en un **écosystème territorial** à l'échelle d'une trentaine de kilomètres, structuré autour d'un objectif central : la mise en place d'un **revenu d'autonomie** fondé sur une production locale, durable et mutualisée.



Le projet articule différentes infrastructures (ferme, épicerie de producteurs, centrale énergétique, centre d'écoconstruction, monnaie locale, habitats en droit d'usage) et vise à relocaliser les fonctions essentielles (alimentation, énergie, habitat, mobilité, culture) à l'échelle d'un territoire d'une trentaine de kilomètres. Il repose sur des montages institutionnels hybrides (SCIC, gouvernance multi-acteurs) et une volonté explicite de coopération avec les collectivités locales.

Etika Mundo (Cévennes)

Situé dans les Cévennes, Etika Mundo se présente comme une expérimentation visant à réinvestir une **niche écologique** en répondant à l'ensemble des besoins humains. Le projet poursuit un objectif d'autonomie très poussé, tout en reconnaissant la nécessité d'une résilience économique impliquant des activités extérieures. Il s'appuie sur des pratiques de néo-paysannerie, de réappropriation de savoirs vernaculaires (construction, agriculture, gestion du bois) et sur une attention forte aux milieux locaux.

Les idées forces :

L'autonomie comme pratique : entre subsistance partielle et reconfiguration des dépendances

Aucun des projets présentés ne revendique une autosubsistance totale effective à court terme. Au contraire, tous reconnaissent des **formes persistantes de dépendance**, notamment économiques (travail extérieur), matérielles (accès à certains biens non produits localement) ou techniques.

Le cas du Bel Air est particulièrement éclairant : le collectif refuse explicitement de se fixer un objectif d'autonomie alimentaire totale, perçu comme une source de pression et de rigidification des rôles. L'organisation du travail vivrier y demeure souple, dépendante des trajectoires individuelles, même si l'on observe des dynamiques de reconversion vers des activités paysannes. L'autonomie y apparaît ainsi comme une **orientation qualitative des pratiques** (attention à l'alimentation, relocalisation partielle, apprentissage de savoir-faire).

De même, à Etika Mundo, l'objectif affiché d'une autonomie à 100 % se heurte à la nécessité d'une résilience économique impliquant le maintien d'activités extérieures. Cette tension souligne que **l'autonomie ne se déploie jamais dans un vide systémique**, mais bien dans un environnement socio-économique contraignant.

Le projet Tera opère un déplacement en passant d'un éco-lieu à un **écosystème territorial** structuré à l'échelle d'environ 30 kilomètres. L'autonomie n'y est plus pensée comme propriété d'un lieu, mais comme **capacité distribuée à l'échelle d'un territoire**.



Ce changement d'échelle permettrait d'intégrer une pluralité de fonctions dans un système (production alimentaire, énergie, habitat, mobilité, culture), tout en reconnaissant la nécessité de coopérations élargies. L'idée de « *revenu d'autonomie* » incarne l'ambition de garantir les conditions matérielles d'existence par une **production relocalisée et mutualisée**, soutenue par des dispositifs économiques alternatifs (monnaie locale, société coopérative d'intérêt collectif, droits d'usage).

Si la question de la limitation est peu formalisée dans les projets, elle apparaît en creux dans de nombreuses pratiques : choix de techniques sobres (bois, paille, absence de chauffage intensif), réduction des besoins énergétiques, mutualisation des ressources (véhicules partagés) ...

Cependant, ces formes d'autolimitation mises en avant par les trois participant.e.s demeurent largement **non normée et non prescriptive**, notamment au Bel Air, où elle est conditionnée par le principe de ne pas juger les pratiques individuelles. Cette posture évite les conflits internes, mais peut aussi limiter la capacité du collectif à se doter de règles explicites.

Et le politique ?

Au-delà des dimensions matérielles, les échanges ont largement montré que l'autonomie engage des transformations profondes du rapport au politique.

Dans les trois cas étudiés, l'autonomie se traduit d'abord par des pratiques d'auto-organisation interne : gestion collective des ressources, prises de décision partagées, mutualisation financière. Au Bel Air, par exemple, la mise en commun des ressources financières repose sur un principe de contribution libre et consciente, fondé sur la confiance et l'engagement individuel.

Ensuite, les relations avec les institutions locales apparaissent marquées par des tensions récurrentes. Le cas du Bel Air illustre une forme de **prudence stratégique** : malgré un engagement fort dans la vie locale (projets d'économie sociale et solidaire, participation à des dispositifs territoriaux), le collectif évite les confrontations frontales, notamment sur des sujets sensibles.

Cette position témoigne d'une tension entre **visibilité et vulnérabilité** : être présent sans devenir une cible politique.

À l'inverse, Tera assume une forme de politisation explicite et une stratégie d'alliance avec les institutions, cherchant à **réconcilier économie et politique** en intégrant directement les collectivités dans la gouvernance de ses dispositifs (SCIC, collèges multi-acteurs). Etika



Mundo occupe une position intermédiaire, où l’ancrage passe largement par le faire et par la mobilisation de savoir-faire reconnus localement.

Dans les trois cas, la question de l’intégration a semblé indissociable d’un enjeu plus profond : celui de la rencontre, parfois frictionnelle, entre des cultures sociales différentes. Les échanges ont ainsi mis en évidence un rapport parfois tendu à **l’urbanité**, notamment lorsque celle-ci se manifeste sous la forme d’un **regard surplombant ou d’une volonté implicite de transformation des territoires d’accueil**.

Les collectifs ont alors insisté sur la nécessité de « *faire avec* » plutôt que de « *convaincre* », ce qui suppose de reconnaître la légitimité des habitants en place et d’accepter des formes d’hybridation culturelle. Et cela passe en particulier par des stratégies actives pour s’insérer dans les tissus locaux : participation aux événements traditionnels, fréquentation des lieux de sociabilité (bars, fêtes, « *pardons* » bretons), organisation de portes ouvertes. Le témoignage du Bel Air notamment tend à montrer que ces interactions passent souvent par des **espaces informels de sociabilité**, où les différences idéologiques s’effacent au profit d’intérêts communs.

De plus, le travail manuel est apparu comme un vecteur clé de cette intégration. À Etika Mundo, les pratiques de construction en pierre sèche favorisent une reconnaissance locale, illustrant **le rôle central des savoir-faire dans la construction de relations de confiance**.

Cette dimension souligne que l’autonomie ne se construit pas seulement par des discours ou des valeurs, mais par des pratiques visibles et partageables.

Échanges avec le public

Les questions posées par le public ont permis de déplacer et de complexifier les termes du débat, en mettant à l’épreuve certaines évidences implicites des discours sur l’autonomie. Une intervention a ainsi interrogé la dépendance au numérique et la tension entre volonté de relocalisation et inscription persistante dans des infrastructures globalisées. Les réponses des intervenants tendent à relativiser cette dépendance : si le numérique reste un outil de communication, de mise en réseau ou de diffusion, il n’apparaît pas, pour deux d’entre eux en tous cas, comme structurant des conditions matérielles d’existence. Ce point met en lumière une distinction importante entre des dépendances jugées critiques (alimentation, énergie, habitat) et d’autres considérées comme plus périphériques, tout en laissant ouverte la question de l’infrastructure numérique comme condition silencieuse de ces expérimentations.

La question de la récupération et de la réappropriation des savoir-faire artisanaux a prolongé aussi cette réflexion en témoignant d’un double mouvement de réencapacitation



des individus issus de milieux urbains et de revalorisation -parfois fragile- de savoirs vernaculaires longtemps marginalisés.

Conclusion et enjeux transversaux

Ces échanges ont fait apparaître un ensemble d'enjeux transversaux qui dépassent les seuls cas étudiés. D'une part, ils semblent confirmer que l'autonomie ne peut être pensée indépendamment des **conditions sociales de sa légitimation** ; elle semble se négocier dans des contextes locaux traversés par des rapports de pouvoir, des histoires et des sensibilités différentes. D'autre part, ils semblent souligner que les éco-lieux sont des espaces d'apprentissage situés, où se rejouent des tensions plus larges entre urbanité et ruralité, expertise et savoirs profanes, innovation et tradition. Enfin, ils invitent à considérer l'autonomie comme un processus potentiellement conflictuel, impliquant des ajustements permanents et parfois des oppositions.

En ce sens, ce premier webinaire met en évidence que les éco-lieux ne constituent pas des modèles stabilisés mais des **espaces d'expérimentation traversés par des tensions constitutives**. L'autonomie y apparaît moins comme un état à atteindre que comme un **processus de reconfiguration des dépendances**, impliquant des transformations matérielles, sociales et politiques.